

Avignon, le 20 décembre 2007

<p style="text-align: center;">RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</p>
--

- Objet :** Installation classée pour la protection de l'environnement.
Déclaration de modifications d'installations classées pour la protection de l'environnement.
- Pétitionnaire :** Société NATUREX - Pôle technologique Agroparc - Montfavet - 84911 Avignon.
P2/N° GIDIC 64.486.
- Références :** Transmission de la société NATUREX du 19 décembre 2007

RESUME

Depuis 1993, la société NATUREX est autorisée à exploiter une usine de production d'extraits végétaux et animaux sur le territoire de la commune d'Avignon.

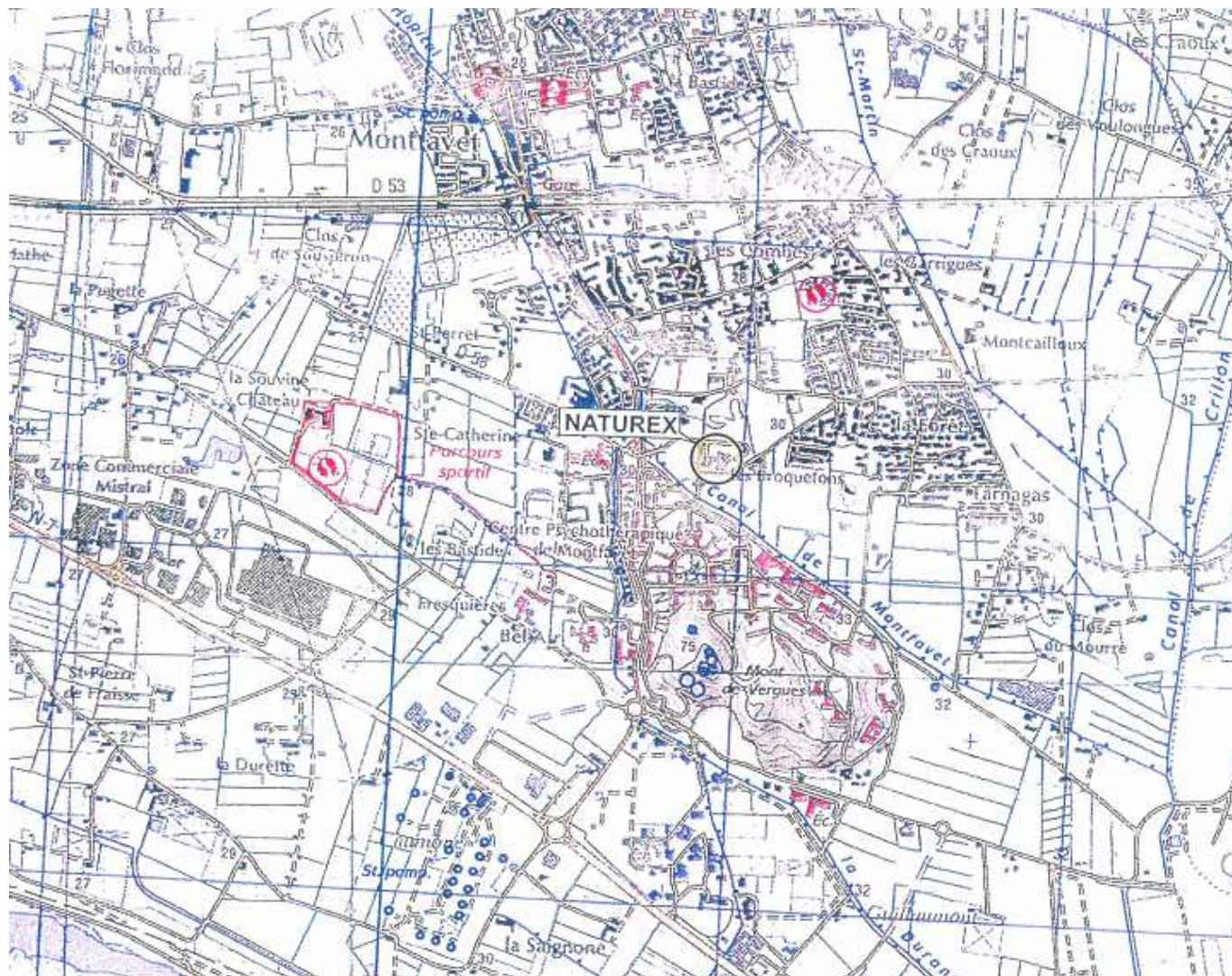
Le 18 octobre 2007, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été soumis à l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques afin de réglementer l'ensemble des installations et activités modifiées sur le site industriel de la société NATUREX.

Au même moment, la société NATUREX a souhaité apporter des modifications complémentaires sur son projet industriel, notamment en ce qui concerne les consommations en eaux et les rejets atmosphériques.

Le présent rapport a pour objet de :

- présenter les nouvelles modifications apportées aux installations ;*
- proposer un projet d'arrêté préfectoral complémentaire à l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques afin de réglementer l'ensemble des installations et activités modifiées sur le site industriel de la société NATUREX.*

Depuis 1993, l'exploitant est autorisé à exploiter une usine de production d'extraits végétaux et animaux sur le territoire de la commune d'Avignon.



Les installations industrielles ont déjà fait l'objet de plusieurs modifications, notamment lors :

- ### **1. Demandes de l'exploitant :**

L'exploitant demande deux modifications dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire soumis à l'avis du CODERST le 18 octobre 2007 :

- modification des valeurs limites des quantités d'eau prélevées (nappe d'eau souterraine et réseau public) ;
- modification du débit de l'évent de l'atelier ADF (rejets atmosphériques).

1.1 modification des valeurs limites des quantités d'eau prélevées

Dans le dernier projet d'arrêté préfectoral complémentaire soumis à l'avis du CODERST le 18 octobre 2007, il est prévu les consommations en eaux suivantes pour le site industriel :

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Débit maximal horaire
Nappe phréatique (forage)	25 000 m ³	15 m ³ /h
Réseau public	40 000 m ³	/

Prélèvements d'eaux autorisés dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Or, l'exploitant précise que ces valeurs ne correspondent plus à la réalité compte tenu notamment de l'évolution de ses activités :

	2006	2007 (estimation par extrapolation à partir des valeurs connues au 31/10/07)	Evolution en %
Quantité de matière traitée ⁽¹⁾ (tonnes)	2129	2816	+ 32 %
Chiffre d'affaires site d'Avignon (M€)	32.2	40	+ 24 %
Effectif moyen	130	160	+ 23 %
Surface bâtie exploitée (m ²)	2000	4200	+ 110 %
Consommation forage (m3)	25116	32000	+ 27 %
Consommation eau de ville (m3)	34504	53450	+ 54 %

(1) : exception faite de l'activité hydro distillation, arrêtée en cours d'année 2007

Évolution des consommations d'eaux depuis 2006

L'exploitant précise également que les consommations en 2007 ne prennent pas en compte la consommation en eaux de tous les ateliers, certains ayant été à l'arrêt en 2007. Aussi, l'exploitant demande une augmentation des valeurs limites relatives aux prélèvements en eaux dans le projet d'arrêté préfectoral pour tenir compte de la situation actuelle et de l'évolution à court terme de la production :

Origine de la ressource	Consommation estimée	Demande de l'exploitant
-------------------------	----------------------	-------------------------

Nappe phréatique (forage)	34 000 m ³	40 000 m ³
Réseau public	56 450 m ³	60 000 m ³

Prélèvements d'eaux estimés et demandés par l'exploitant à partir de 2008

Le gestionnaire du réseau public a confirmé, dans un courrier électronique en date du 18 décembre 2007 adressé à l'exploitant, pouvoir fournir la quantité d'eau demandée.

En ce qui concerne les eaux souterraines, nous avons demandé à l'exploitant de réaliser une notice d'incidence hydrogéologique de l'augmentation des prélèvements en eau dans la nappe d'eau souterraine, l'objectif étant de vérifier l'absence d'inconvénient inacceptable pour l'environnement. Cette notice a été réalisée en novembre 2007 par la société SOGREAH Consultants.

Les conclusions de cette notice montrent que :

- les capacités de l'aquifère sur la section au droit du site industriel oscillent entre 18 000 et 27 000 m³/j, soit entre 6,559 et 9,839 Mm³ par an ;
- les volumes annuels prélevés au niveau de la nappe sont (demande de l'exploitant) de 40 000 m³/an, avec une pointe à 240 m³/j.

A dire d'expert, on considère qu'un prélèvement en nappe entraîne des incidences significatives d'un point de vue quantitatif, lorsque les volumes prélevés dépassent 5% des capacités de l'aquifère.

Considérant les hypothèses retenues précédemment, les prélèvements par forage de l'exploitant correspondraient :

- en période de hautes eaux, à 0,4% des volumes annuels, et 0,88% en période de pointe,
- en période de basses eaux, à 0,6% des volumes annuels, et 1,33% en période de pointe.

Les incidences sur la ressource en eaux souterraines ne seraient donc pas significatives au point d'entraîner des répercussions sur le fonctionnement hydrogéologique local. De plus, la société SOGREAH Consultants a établi que les modalités d'exploitation (pompage sur courtes périodes successives) n'entraîneraient pas d'influence au-delà des limites du site, et notamment sur les usages privés environnants potentiels.

En complément, l'exploitant souhaite rappeler qu'il vient d'obtenir la certification de son système de management de l'environnement (certification environnementale ISO 14001 acquise en juillet 2007) et que son objectif est bien de maîtriser et rationaliser la consommation d'eau en fonction des besoins réels de la production. Il prévoit d'ailleurs de développer des moyens techniques, humains et organisationnels en conséquence et s'engage sur les points suivants :

- rationalisation du nettoyage par la formation du personnel ;
- mise en place de sous-compteurs dans chaque atelier permettant de suivre plus finement les consommations d'eau ;
- travaux sur les retours condensats : réduction de la consommation d'eau de la chaufferie ;
- mise en place d'aspirateurs de poussières : réduction du recours à l'eau pour le nettoyage des sols dans les ateliers « poudres » ;
- suivi piézométrique hebdomadaire de la hauteur de la nappe (mesure proposée par la société SOGREAH Consultants dans la notice d'incidence).

1.2 modification du débit de l'évent de l'atelier ADF

Afin notamment de respecter les vitesses d'éjection et les concentrations en polluants des effluents à la sortie de l'évent de l'atelier ADF imposées dans le projet d'arrêté préfectoral, l'exploitant prévoit d'installer un extracteur ayant un débit de 6500m³/h.

Cette modification du débit doit être prise en compte dans le projet d'arrêté préfectoral.

2. Conclusions :

Considérant ce qui précède, nous proposons de modifier le projet d'arrêté préfectoral qui a été soumis à l'avis du CODERST le 18 octobre 2007 afin de :

- fixer de nouvelles valeurs limites pour les prélèvements en eaux à 40 000 m³ pour la nappe d'eau souterraine et 60 000 m³ pour le réseau public (article 4.1.1) ;
- formaliser les engagements de l'exploitant permettant de réduire et surveiller les consommations d'eaux (articles 4.1.2, 4.1.3, 9.1.3 et titre 10) ;
- fixer la nouvelle valeur du débit de l'évent de l'atelier ADF et du flux correspondant (article 3.2.4).

Ces nouvelles exigences doivent être prescrites par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, en application des dispositions de l'article R512.31 du Code de l'Environnement, après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Nous proposons de réglementer dans un arrêté unique les activités et installations exploitées par la société NATUREX. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire, en ce sens, est annexé au présent rapport.

Nous proposons aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable à ce projet.

Nous proposons d'adresser le présent rapport à Monsieur le Préfet de Vaucluse, bureau de l'environnement.

L'inspecteur des installations classées